

Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier (fiche nationale)

RNCP40291 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128, 313
Formacode(s)	13286, 42121, 42151, 42171
Code(s) ROME	C1502, C1501, C1504, C1503
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE · SIRET : 13002806100013

UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL · SIRET : 13002612300013

UNIVERSITE DE LIMOGES · SIRET : 19870669900321

NANTES UNIVERSITE · SIRET : 13002974700016

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (UPVD) · SIRET : 19660437500010

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE TOULON · SIRET : 19830766200017

UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE · SIRET : 19761904200017

NIMES UNIVERSITE · SIRET : 93249157400012

Partenaires habilités

5 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 3 à former et organiser l'évaluation et 2 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
CCIT LIMOGES HAUTE VIENNE - CAMPUS CONSULAIRE	13002249400616	Former et organiser l'évaluation
CFA	13002979600260	Former
CFA DESCARTES SUP	39089496200062	Former et organiser l'évaluation
ESI BUSINESS EXECUTIVE	48448287200021	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	39391439500057	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée. La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Les différents marchés de l'immobilier (immobilier d'entreprise, commercial, résidentiel, logement social...) se caractérisent par des mutations importantes sous la pression d'un environnement économique, technique et réglementaire complexe, en perpétuel changement.

Un cadre réglementaire plus soucieux du développement durable, renforcé par, la digitalisation des outils de travail et des bâtiments, la raréfaction du foncier, développent de nouvelles pratiques et attentes des clients alors que la concurrence s'intensifie.

Dans ce contexte, la Licence Professionnelle Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier permet avant tout de développer des capacités d'adaptation aux changements en renforçant :

- L'expertise, notamment juridique, mais aussi technique, financière, environnementale et fiscale, pour apporter de la valeur ajoutée à l'accompagnement client
- La sécurisation de la signature des contrats
- La valorisation et la transmission d'un patrimoine immobilier
- La prise en compte du cycle de vie d'un immeuble

Il s'agit de développer des compétences juridiques et des capacités d'autonomie et d'adaptation en permettant la conception, le suivi d'un dossier de construction, d'aménagement, de financement, de promotion immobilière, de mise en vente et de gestion de l'immeuble.

La licence professionnelle permet de justifier de l'aptitude professionnelle requise pour la demande des cartes professionnelles Transaction (Transactions sur les immeubles et fonds de commerce), Gestion (Gestionnaire de biens immobiliers), Syndic (Syndic de copropriété).

ACTIVITÉS VISÉES

- Conseil à la clientèle
- Rédaction d'actes en autonomie
- Gestion des biens immobiliers : individuels, collectifs dans le secteur résidentiel ou immobilier d'entreprise
- Commercialisation de biens immobiliers : négociation, préparation, rédaction du contrat de vente
- Participation au montage d'une opération de construction de biens immobiliers
- Commercialisation en contrat de vente d'immeuble à construire ou de construction de maison immobilière
- Préparation des dossiers de financement des projets immobiliers
- Sécuriser les conditions d'exécution d'un mandat

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques

- Contribuer à la sécurisation juridique d'un projet immobilier
- Appliquer les méthodes d'expertise, de négociation et de commercialisation
- Gérer l'ensemble des étapes préalables permettant la vente ou la location d'un bien immobilier
- Contribuer à la prévention et à la gestion des risques juridiques d'une opération immobilière
- Mobiliser les techniques rédactionnelles et comptables du domaine de l'immobilier
- Analyser et intégrer les prescriptions environnementales et d'urbanisme, ainsi que les évolutions législatives et jurisprudentielles
- Accueillir et orienter la clientèle dans le respect des impératifs de discrétion et de déontologie professionnelle
- Faire preuve de diplomatie dans la relation client, prestataires
- Réceptionner, analyser, classer et répartir l'ensemble des documents arrivant dans la structure
- Assurer une veille des évolutions juridiques, fiscales et une veille des outils d'aménagement du territoire, de rénovation thermique et des décarbonations du secteur de l'immobilier
- Accompagner les vendeurs et les acquéreurs de la signature de l'avant contrat jusqu'à la signature de l'acte authentique
- Accompagner les propriétaires bailleurs et les copropriétaires dans les différents aspects de gestion d'un bien ou d'une copropriété, notamment dans la prise en compte des enjeux environnementaux et de durabilité
- Suivre le contrat de location pendant la durée du bail, de la signature de l'état des lieux d'entrée à l'état des lieux de sortie
- Suivre l'état technique des immeubles (monopropriété ou copropriété) et veiller au respect des réglementations en vigueur
- Préparer les budgets d'immeubles et les soumettre aux propriétaires
- Gérer les aléas : impayés et recouvrement contentieux, sinistres
- Préparer et gérer les contrats de maintenance, d'exploitation et les travaux d'entretien
- Réaliser la gestion comptable et financière des biens immobiliers et d'une copropriété : encaissements et paiements
- Préparer l'assemblée générale de copropriété et contribuer à la mise en oeuvre des décisions en assemblée générale
- Effectuer un reporting complet et régulier des activités de gestion

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP40291BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC06 — Mettre en œuvre les règles et les procédures juridiques et commerciales en vigueur dans le domaine de l'immobilier

LISTE DE COMPÉTENCES

- Contribuer à la sécurisation juridique d'un projet immobilier
- Appliquer les méthodes d'expertise, de négociation et de commercialisation
- Gérer l'ensemble des étapes préalables permettant la vente ou la location d'un bien immobilier
- Contribuer à la prévention et à la gestion des risques juridiques d'une opération immobilière
- Mobiliser les techniques rédactionnelles et comptables du domaine de l'immobilier
- Analyser et intégrer les prescriptions environnementales et d'urbanisme, ainsi que les évolutions législatives et jurisprudentielles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC07 — Participer à la gestion d'une structure spécialisée dans l'immobilier

LISTE DE COMPÉTENCES

- Accueillir et orienter la clientèle dans le respect des impératifs de discrétion et de déontologie professionnelle
- Faire preuve de diplomatie dans la relation client, prestataires
- Réceptionner, analyser, classer et répartir l'ensemble des documents arrivant dans la structure

- Assurer une veille des évolutions juridiques, fiscales et une veille des outils d'aménagement du territoire, de rénovation thermique et des décarbonations du secteur de l'immobilier

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40291BC08 — Réaliser la gestion administrative, technique, juridique et comptable d'un portefeuille pendant la durée du mandat

LISTE DE COMPÉTENCES

- Accompagner les vendeurs et les acquéreurs de la signature de l'avant contrat jusqu'à la signature de l'acte authentique
- Accompagner les propriétaires bailleurs et les copropriétaires dans les différents aspects de gestion d'un bien ou d'une copropriété, notamment dans la prise en compte des enjeux environnementaux et de durabilité
- Suivre le contrat de location pendant la durée du bail, de la signature de l'état des lieux d'entrée à l'état des lieux de sortie
- Suivre l'état technique des immeubles (monopropriété ou copropriété) et veiller au respect des réglementations en vigueur
- Préparer les budgets d'immeubles et les soumettre aux propriétaires
- Gérer les aléas : impayés et recouvrement contentieux, sinistres
- Préparer et gérer les contrats de maintenance, d'exploitation et les travaux d'entretien
- Réaliser la gestion comptable et financière des biens immobiliers et d'une copropriété : encaissements et paiements
- Préparer l'assemblée générale de copropriété et contribuer à la mise en œuvre des décisions en assemblée générale
- Effectuer un reporting complet et régulier des activités de gestion

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L68 : Activités immobilières

M 69.1 : Activités juridiques

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Négociateur immobilier
- Conseiller dans un service immobilier d'une structure privée ou publique
- Gestionnaire de portefeuille locatif
- Collaborateur d'un agent immobilier ou d'un promoteur immobilier
- Rédacteur d'instruction du droit des sols
- Juriste en organisme de logements sociaux

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle, sous réserve d'obtention d'une carte professionnelle, les diplômés peuvent évoluer vers des postes de :

- Gestionnaire d'actifs immobiliers (Asset manager)
- Gestionnaire immobilier (Property manager)
- Directeur d'agence en administration de biens
- Expert en évaluation immobilière
- Responsable d'agence immobilière

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

La licence professionnelle mention Activités juridiques : métiers de l'immobilier permet de justifier de l'aptitude professionnelle requise pour obtenir les cartes professionnelles Transaction (Transactions sur les immeubles et fonds

de commerce), Gestion (Gestionnaire de biens immobiliers), Syndic (Syndic de copropriété) (article 11 du Décret n°72-678 du 20 juillet 1972 fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et fonds de commerce).

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Intensité d'embauche, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 313 €
Familles professionnelles (FAP)	R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	11 605
Jugés difficiles à recruter	53 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 700 €
Selon la branche	6 300 € – 9 000 €
Prise en charge	Branches concernées
8 700 €	Valeur par défaut · 207 branches
9 000 €	CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat, CPNEFP de la branche de la promotion immobilière
7 950 €	CPNE des Télécoms

7 708 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 000 €	CPNE du notariat
6 300 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2029
Date de dernière délivrance possible	31/12/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP30038

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-nantes.fr/>

<https://www.unimes.fr/>

<https://www.uca.fr/>

<https://www.univ-amu.fr/en>

<https://www.unilim.fr/>

<https://www.univ-lorraine.fr/>

<https://www.univ-perp.fr/>

<https://www.univ-rouen.fr/>

<https://www.univ-tln.fr/>

<https://www.univ-gustave-eiffel.fr/>

<https://www.u-pec.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40291/>

Où se former

Formations référencées	3
Organismes	3
Régions couvertes	3
Prix indicatif	2 000 € – 5 960 €
Durée	415 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	3
Organismes gestionnaires (CFA)	3
Organismes formateurs	3
Régions couvertes	3

Départements couverts	3
Organismes certifiés Qualiopi	3
Sessions	de 09/2026 à 08/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	1
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	08/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	1
Montant total engagé	5 036 €
Coût moyen par dossier	5 036 €
Durée moyenne	402 h
Période	07/2026
France compétences	95 %
OPCO	4 %
Reste à charge titulaire	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.